

République du Bénin

Cour constitutionnelle

**GREFFE**



N° 009 / CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT  
RÔLE DU MARDI 04 FEVRIER 2025**

**HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle sise à  
Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N°	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATION
1.	1575/283/REC-24 du 31/07/2024	Allasane ISMAEL	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
2.	1606/291/REC-24 du 05/08/2024	Pierre DANGBENON	Juge du cabinet des Mineurs du TPI de Porto-Novo	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
3.	1607/292/REC-24 du 05/08/2024	Dotou Lazare METOHOUE	Juge du cabinet des Mineurs du TPI de Porto-Novo	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
4.	1661/300/REC-24 du 12/08/2024	Banyoua TANKOUANO	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire et violation de droits humains.	



5.	1663/302/REC-24 du 12/08/2024	Mathieu TCHETEKOUA	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
6.	1665/304/REC-24 du 12/08/2024	Yaté Bienvenu TAWEMA	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
<b>NOUVEAUX DOSSIERS</b>					
7.	1710/327/REC-24 du 16/08/2024	Prosper ALLAGBE	Assemblée Nationale	Recours en inconstitutionnalité de l'article 18.1-C du règlement intérieur de l'Assemblée nationale.	
8.	1731/328/REC-24 du 19/08/2024	Prosper ALLAGBE	Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité du défaut d'école de formation aux fonctions politiques au Bénin.	



9.	1924/347/REC-24 du 26/09/2024	Jean-Gérard LIMA		Demande d'intervention de la Cour dans un conflit familial.	
10	1950/351/REC-24 du 02/10/2024	Prosper ALLAGBE	Directrice départementale des Enseignements maternel et primaire du Littoral	Recours contre la Directrice départementale des enseignements maternel et primaire du Littoral pour violation de la Constitution.	
11	1951/352/REC-24 du 02/10/2024	Prosper ALLAGBE		Recours pour défaut de statut de « Requéranants majeurs » à la Cour constitutionnelle.	
12	1952/353/REC-24 du 02/10/2024	Prosper ALLAGBE	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	Recours contre le refus du ministère en charge de l'enseignement secondaire d'autoriser les juristes à enseigner l'économie dans les collèges et lycées.	



13	2067/377/REC-24 du 23/10/2024	Prosper Hubert Inox AGBOTOME Rep/Brigade sanitaire du Bénin	-ONG APPSE-DC, ASSAPE-DC, CEESSO BASE-DCC et autres -MISP	Recours pour violation de la Constitution.	
14	2174/396/REC-24 du 07/11/2024	Dotou Laurent NASSARA		Recours pour violation de l'article 114 de la Constitution.	
15	2203/401/REC-24 du 11/11/2024	Louis ODODE	Mairie de la Commune de Kétou	Recours pour violation de la Constitution et de la loi portant code de l'administration territoriale en République du Bénin.	
16	2208/402/REC-24 du 12/11/2024	Prosper ALLAGBE	Gouvernement	Recours « en inconstitutionnalité de l'Etat qui, en autorisant diverses sélections professionnelles, empêche ses juristes de travailler, contribuant ainsi à leur chômage ».	



17	2214/403/REC-24 du 12/11/2024	Luc GANGBE Rep/SYNATRA-BENIN	- Président de la Commission Electorale - Directeur général de l'INRAB	Demande d'annulation des résultats des élections professionnelles à l'Institut national des Recherches agricoles (INRAB).	
18	1922/405/REC-24 du 26/09/2024	B. Bouraïma GOHOUNGBO A. Rigobert AVOCETIEN Rep/Collectif de la population du village Sèkandji dans l'arrondissement d'Agblangandan	Maire de la Commune de Sèmè-Podji	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit domanial.	
19	2221/406/REC-24 du 13/11/2024	François TANKPINOU ODJO (Me Victorien Olatoundji FADE)	Chambre judiciaire de la Cour Suprême	Recours contre l'arrêt n°044/CJ.CM du 11 juin 2021 de la chambre judiciaire de la Cour Suprême pour violation de la Constitution, la CADHP et du livre préliminaire du code de procédure pénale.	
20	2227/407/REC-24 du 14/11/2024	Robert Yèmabou AHONON	Procureur de la République près le TPI d'Abomey	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



21	2234/408/REC-24 du 14/11/2024	Joselyn AKOGNONGBE	Commandant du Groupement spécial polyvalent d'intervention de Kandi	Recours pour violation de la Constitution.	
22	2465/455/REC-24 du 16/12/2024	Noël N. DJOSSOU et autres	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	Dénonciation de menace d'interdiction de manifestation.	
23	2471/457/REC-24 du 17/12/2024	Hervé EGLOBA	Procureur spécial près la CRIET.	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
24	2517/467/REC-24 du 18/12/2024	Ismaël MAKOU	Juge d'instruction du 3 <sup>ème</sup> cabinet du TPI de Porto-Novo	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire et pour non-exécution de la décision DCC 23- 193 du 25 mai 2023.	



25	2234/408/REC-24 du 14/11/2024	Joselyn AKOGNONGBE	Commandant du Groupement spécial polyvalent d'intervention de Kandi	Recours pour violation des articles 18, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la Constitution, 4 et 5 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.	
----	----------------------------------	-----------------------	--	--	--

Cotonou, le 30 JAN 2025

Le Greffier en chef



**Sylvestre FARRA**